



Politique du renseignement



Il n'est pas anodin que l'association des anciens élèves de l'ENA consacre un numéro complet de sa revue *L'ENA hors les murs* à la question du renseignement. Le déclenchement de l'affaire Snowden, le 6 juin 2013, a dessillé bien des yeux sur la réalité de la compétition mondiale en cours, et la survivance de l'âpreté des intérêts étatiques. Ce qui justifie une "politique du renseignement" globale, où la sécurité de la France se joue simultanément sur différents échiquiers - des opérations militaires à l'organisation de l'administration, en passant par la défense concrète de nos intérêts économiques et industriels.

"Après les certitudes de la 'guerre froide' et la priorité donnée à la lutte contre le terrorisme, les 'Services' des principaux pays affrontent aujourd'hui des adversaires beaucoup plus divers, allant toujours des terroristes mais aussi à la contre-prolifération, à de multiples sortes de criminalité et trafics en tous genres, aux menaces cybernétiques et aux nouvelles manifestations de puissance de certains États qui justifient un recours accru au contre-espionnage", constate Patrick Gautrat dans l'éditorial de *L'Ena hors les murs* (n°442, juin 2014). Et c'est une plongée dans l'organisation et les missions de ces "Services", leur articulation avec l'appareil d'État et les autres acteurs de la société (journalistes, juges, ingénieurs, romanciers et cinéastes...), que propose la revue des anciens élèves de l'ENA. Où il apparaît, comme le relevaient François Farcy et Jean-François Gayraud dans *Le renseignement criminel* (cf. *CODEX* n°6, octobre 2014), que "le périmètre premier du renseignement est indissociable de la préservation de l'État", et que "le recours au renseignement est un révélateur: en un temps et dans un espace donnés, les outils traditionnels (...) semblent inadaptés car inefficaces et disproportionnés". Une place importante est accordée dans cette revue, comme de juste, à l'outil militaire, avec la DGSE et le Commandement des opérations spéciales (COS). Mais c'est plus fondamentalement le lien entre cet outil très pointu et des pratiques plus générales, concernant à la fois l'ensemble de la Nation et chaque organisation prise isolément, qui mérite d'être souligné.

Pourquoi cette lettre

Dans un monde en pleine mutation, où la compétition est générale et la guerre polymorphe, l'information est plus que jamais une arme. Mais elle n'a de valeur que transformée en connaissance, ce qui suppose de confronter les points de vue, de décloisonner les savoirs. C'est l'objectif de cette lettre mensuelle de la brigade de renseignement de l'armée de Terre. Par sa fonction de veille et de "décodage" de l'actualité du renseignement, appliqué à l'ensemble des activités humaines, elle entend bâtir des ponts entre décideurs politiques, militaires et économiques conscients de la nécessité de "connaître" et "anticiper" pour conduire leur stratégie.

Renseignement et diplomatie

La relation entre diplomatie et renseignement est à la fois étroite et ancienne. Même si une distinction s'affine à partir du XVIII^e siècle, la Convention de Vienne stipulant que les diplomates ont pour mission de "s'informer par tous les moyens licites des conditions et de l'évolution des événements dans l'État accréditaire et faire rapport à ce sujet", la fin du XX^e siècle a vu leur interaction se renforcer. C'est ce que note Pascal Teixeira da Silva en étudiant ces interactions au prisme de quatre missions communes aux services diplomatiques et de renseignement : savoir, agir, protéger et influencer. Ce dernier point, parfois méconnu, est capital. "Les sources ouvertes et 'la toile' peuvent être utilisées pour nuire à l'image et aux intérêts d'un pays. Les services de renseignement doivent aider à détecter la désinformation et les manipulations. Plus classiquement, les services de ren-

L'apport du renseignement à la connaissance dont a besoin la diplomatie - d'État ou d'entreprise - se trouve aux deux extrémités de la chaîne temporelle : dans la mémoire et dans l'anticipation. Mais toujours pour mieux servir l'action.

Le renseignement est indissociable de la fonction politique, c'est-à-dire souveraine, des décideurs. De tous les décideurs.

seignement participent à la diplomatie d'influence bilatérale." Le rôle du renseignement apparaît particulièrement essentiel dans la compréhension et l'anticipation des problèmes internationaux. Ici, "l'apport du renseignement à la connaissance dont a besoin la diplomatie se trouve aux deux extrémités de la chaîne temporelle, dans la mémoire et dans l'anticipation. Par la nature même du métier et grâce à leurs moyens, les services ont la capacité d'engranger les données et de les exploiter le moment venu. À l'opposé du spectre, le renseignement, parce qu'il s'intéresse à ce qui est souterrain et caché, doit anticiper les menaces avant qu'elles se manifestent". Une fonction "d'éclairage et d'appui" que l'on retrouve dans la diplomatie d'entreprises déployées à l'international, tout particulièrement dans les zones à risque ou sur des marchés fortement concurrentiels, comme sur les théâtres d'opération extérieurs s'agissant des forces armées. Qu'elles relèvent des opérations spéciales ou des actions clandestines, mais aussi parfois des missions de renseignement militaire, ces dernières visent, selon le général (CR) Dominique Champtiaux, "deux grandes finalités : l'acquisition d'informations à haute valeur ajoutée, obtenues sans intermédiaire, dans des contextes à risque, en complément des processus classiques de recherche par source humaine ou technique, et l'action proprement dite, effectuée dans un but politique précis dans le cadre d'une stratégie d'entrave ou de soutien".

Une fonction "souveraine", garante de la liberté d'action

La pratique du renseignement par l'État a connu de très fortes évolutions ces dernières années. Se sont peu à peu imposées les conditions d'optimisation de sa gestion, notamment en termes de cohésion et de communication (entre services), mais aussi de contrôle (démocratique). Demeure sa finalité, que rappelle le ministre de la Défense : "La France a besoin d'une capacité de renseignement du plus haut niveau, pour garantir la sécurité de tous et pour conserver son rang sur la scène internationale". Peu de puissances disposent en effet de capacités comparables aux nôtres dans ce domaine. Et surtout d'une expérience quotidienne, éprouvée sur tous les "champs de bataille" d'un monde chaotique. Mais "si le renseignement est le déterminant de l'action, l'action demeure son ultime finalité", souligne Jean-Yves Le Drian. Avec pour objectif stratégique de "permettre à notre pays d'agir librement". C'est pourquoi le renseignement est indissociable de la fonction politique, c'est-à-dire souveraine, des décideurs. De tous les décideurs.

Aller plus loin : *Le renseignement dans tous ses états*, magazine L'ENA hors les murs, n°442, juin 2014, 68 p., 5 € ; "Le renseignement est un métier noble et il doit être respecté", entretien avec le Préfet Alain Zabulon, in *Défense* n°168, Union-IHEDN, mai-juin 2014, www.union-ihedn.org/revue-defense

Extrait

Sur le rôle des conflits dans la crédibilité française en matière de renseignement.

"Les services français ont une réputation de rigueur, de sérieux et de professionnalisme auprès de leurs partenaires étrangers qui tient notamment à la position de la France en 2003 sur la question des armes de destruction massive irakiennes. Les services français avaient alors fait preuve d'une objectivité et d'un professionnalisme qui leur a conféré une forte crédibilité internationale dans le domaine de la contre-prolifération, et au-delà, sur les questions de renseignement d'une manière générale. La France s'est en outre donné les moyens ces dernières années de continuer à appartenir au club très fermé des grandes nations du renseignement en faisant les efforts nécessaires pour accompagner la montée en puissance du renseignement technique aujourd'hui essentiel dans la collecte d'informations."

Alain Zabulon, Coordonnateur national du renseignement, in *Défense*, op. cit., p. 10

